

Retraites : « S'il faut aller à la grève, nous sommes prêts »

« Nous sommes dans le même état d'esprit qu'en 1995 », affirme le secrétaire général de Force Ouvrière, qui constate une « rentrée sous tension ».

Votre état d'esprit au moment de cette rentrée ?

Nous sommes déjà partis en congés avec beaucoup d'inquiétudes : la loi de transformation de la fonction publique, rejetée par toutes les organisations de fonctionnaires, les difficultés des hôpitaux et de leurs services d'urgence, la situation dans les Ehpad, la rentrée scolaire avec la mise en œuvre de la loi Blanquer, des inquiétudes sur l'emploi chez General Electric ou Ascoval et Conforama... Tout ça crée une rentrée sous tension. Pour autant nous sommes forcément combatifs, avec la conviction qu'on peut faire bouger les choses.

Le président se promet plus modeste, plus à l'écoute... Vous y croyez ?

Moi, je ne crois en rien, je juge sur les actes. Je constate que nous avons un président et un gouvernement de conviction économique libérale très forte, et qui pensent que les syndicats n'ont pas leur place au niveau

national. La modestie, ce serait justement d'écouter ce que disent les organisations syndicales, notamment sur les retraites.

Justement, pourquoi mobiliser dès le 21 septembre sur les retraites ?

Cette réforme s'inscrit dans la remise en cause de tout le système paritaire de protection sociale français, pour le livrer entièrement aux mains de l'État. Un régime universel par points est dangereux. Il crée une retraite incertaine, qui souffrira des périodes plus difficiles d'une carrière, et c'est l'État qui, le moment venu, décidera de la valeur des points que vous convertirez en pension. Donc vous ne saurez pas jusqu'au dernier moment combien vaudra votre capital de points... Le gouvernement a d'ailleurs laissé tomber le masque en reconnaissant qu'il faudra attendre 64 ans pour percevoir une retraite à taux plein, même s'il conserve l'âge légal de 62 ans.

Le Premier ministre vous a invités à le rencontrer début septembre pour parler des retraites. Vous irez ?

Nous irons lui redire que nous ne sommes pas d'accord avec le système universel par



Yves Veyrier : « Il faudra viser l'unité d'action syndicale la plus large ». Photo Alain JOCARD/AFP

points et que nous ne le cautionnerons pas. Je ne vais pas discuter avec le gouvernement des réglages de la fin des régimes existants de retraite, je ne vais pas cautionner la disparition de l'Agirc-Arrco.

Force ouvrière manifesterà le 21 septembre, la CGT le 24 septembre. Vous comprenez qu'on ne comprend pas ?

Bien sûr... Mais il est clair que si le gouvernement ne nous entend pas sur ce dossier des retraites, il faudra mobiliser à la

hauteur de l'enjeu. Une simple journée de manifestation, aussi réussie soit-elle, ne suffira sans doute pas. S'il le faut, cesser le travail le plus largement possible devra être envisagé pour forcer nos interlocuteurs à revenir à la table de négociation. Il faudra alors bien sûr viser l'unité d'action syndicale la plus large.

C'est d'une grève générale sur les retraites dont vous parlez ?

Vous savez, en janvier 1995, Force Ouvrière avait organisé

un rassemblement sur la question de la sécurité sociale. Et le secrétaire général Marc Blondel avait conclu son discours en disant que la sécurité sociale méritait bien une grève générale interprofessionnelle, et que FO y était prête. Il y a un parallèle entre le plan Juppé sur la sécurité sociale et le projet actuel sur les retraites, et nous sommes donc aujourd'hui dans le même état d'esprit qu'en 1995 : si le gouvernement ne nous entend pas, s'il faut aller à la grève, nous y sommes prêts. À nous de convaincre le plus grand nombre de salariés !

Le mouvement des gilets jaunes peut-il reprendre cet automne ?

Personne n'avait prévu ce mouvement. Mais en octobre 2018, plusieurs syndicats dont Force ouvrière mobilisaient 160 000 manifestants sur le pouvoir d'achat et les services publics. Le gouvernement n'avait rien voulu entendre, on connaît la suite... Je pense que ce qui a provoqué le mouvement des gilets jaunes n'est pas résolu. J'ai dit que c'était une rentrée sous tension. J'espère que, cette fois, le gouvernement saura mieux entendre les organisations syndicales.

Recueilli par Francis BROCHET